



Emploi

A nous d'agir !

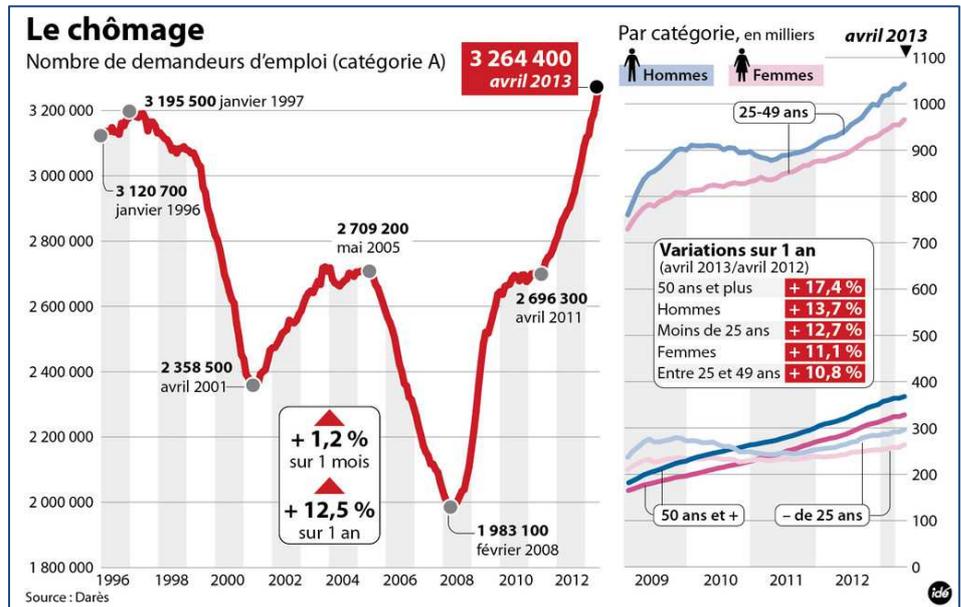
1.326 chômeurs de plus par jour.

L'équivalent de 1.326 chômeurs de plus par jour. Le nombre de chômeurs a encore bondi de 39.800 en avril, pour atteindre 3.264.400 personnes.

Mais malgré des prévisions sombres pour 2013 et 2014, François Hollande maintient son objectif d'inverser la tendance et cette semaine, défend tout azimuts sa politique.

Cette hausse est la 24e consécutive et sur un an, l'augmentation des inscrits à

Pôle emploi est de 12,5%. En incluant les personnes ayant eu une activité réduite, Pôle emploi recensait 58.100 chômeurs de plus fin avril, soit 4,79 millions (5,09 millions avec les départements d'Outre-mer).



Chômage :

Communiqué de la CGT

Toujours le même mauvais scénario depuis des mois

Dans quelques heures, les chiffres du chômage vont tomber. Depuis longtemps déjà nous le savons : ils ne sont pas bons ; ils sont continuellement détestables depuis des mois. Les commentateurs commentent mais les salariés n'ont pas besoin des chiffres pour le savoir et le vivre.

Plusieurs millions vivent le chômage parce que les politiques suivies mettent l'emploi sous pression.

L'absence de stratégie industrielle ne permet pas de créer de richesse. La croissance est donc en berne. Les politiques d'austérité précipitent La zone euro dans la récession.

Pourtant ce n'est jamais assez. Les responsables et coupables de ces politiques en veulent encore plus. Des ordres sont pris à Bruxelles et à Berlin, immédiatement exécutés à Paris. Ce n'est pourtant qu'un jeu de rôle dont nous ne sommes pas dupes.

Lors de la Conférence sociale, la CGT portera l'exigence d'un changement de cap. Quel que soit l'ordre du jour, elle mettra au centre l'emploi, l'augmentation des salaires.

C'est cette exigence d'un changement de cap pour sortir de l'austérité que les salariés français manifesteront dans la semaine d'action du 7 au 14 juin avec les syndicats européens qui vivent aussi les dégâts des politiques suivies. C'est pourquoi, ensemble, nous ferons aussi du 19 juin un temps fort.

Montreuil, le 30 mai 2013

Les jeunes sont les plus touchés par le chômage...

Le chômage qui continue de progresser avec plus de **5 millions** de chômeurs, plus **1,2%** au niveau national et plus **1,8%** en Seine Maritime,

En Seine Maritime (au 30 mai 2013) **106.401** demandeurs d'emplois. C'est **10.000** de plus qu'en avril 2012.

Ce sont les jeunes et les seniors qui sont le plus touchés.

Dans le même temps, dans la future réforme des retraites le gouvernement voudrait augmenter la durée de cotisations.

C'est-à-dire que si l'on veut percevoir une pension qui nous permette de vivre, il faudra accepter de partir en retraite plus tard.

Partir plus tard en retraite, laisse entendre que les jeunes continueront à galérer à la recherche d'un emploi.



700.000 jeunes au chômage.

Sans compter les jeunes à la sortie des études à la recherche d'un emploi.

700.000 jeunes en France sont au chômage (le taux de chômage des jeunes en France, c'est **26,5%**).

6 millions de jeunes en Europe (avec un taux de **23,5%**).

73,4 millions de jeunes sont au chômage dans le monde suivant l'étude de l'OIT. Soit 3,5 millions de plus qu'avant la crise.

(Le chômage des jeunes atteint **12,6%** au niveau mondial et **18%** dans les pays industrialisés, a affirmé le 8 mai le Bureau international du travail. Selon le BIT, les jeunes sont presque trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes).

Ces chiffres soulignent la nécessité de donner la priorité à des politiques tournées vers la croissance. Ce n'est pas leur priorité pour l'instant.

Pour la CGT, il est urgent de changer de cap.

L'Union Départementale CGT de Seine Maritime,

en accord avec les syndicats de l'énergie, des cheminots et de la poste

(Ces 3 secteurs appellent à la grève, au plan national le 13 juin)

Organise un

Rassemblement, le jeudi 13 juin

Devant la Préfecture de Rouen à 11heures.

Les revendications portées par les salariés de la Poste, de l'Energie et des Cheminots sont :

L'emploi, les salaires, les conditions de travail, l'avenir des services publics et la protection sociale.

Le syndicat CGT du Conseil Général de Seine Maritime, s'associe à cette initiative et lance un appel à la grève le 13 juin, également.

Santé : Journée d'action le samedi 15 juin à Paris. La Fédération CGT Santé Action

Sociale organise le samedi 15 juin une manifestation nationale.

Cette initiative a pour objectif : de rendre lisible les besoins et les exigences des salariés et usagers des secteurs sanitaire, médico-social et social, dans le privé ou le public.

(Pour information, **20 000 emplois supprimés** dans la Fonction Publique Hospitalière et tout autant dans la branche sanitaire et sociale).

Un transport en car est organisé de Seine Maritime. Inscriptions par Email à : sante@cgt76.fr

Des informations complémentaires seront données dans le prochain Info-luttes.

Les actions continuent en Seine-Maritime...



Raffinerie de Petit Couronne : Le 28 mai. Comme chaque mardi, l'intersyndicale organisait une AG devant la raffinerie. Cette AG était particulière, avec le retour après 45 jour d'hôpital de notre camarade **Yvon Scornet**, militant CGT et porte-parole de l'intersyndicale.



Ci-joint, la lettre ouverte du syndicat CGT de la raffinerie de Petit Couronne, aux politiques

Assemblée Générale devant la raffinerie le 4 juin.

Le 6 juin, « les Pétroplus » s'invitent à l'armada de Rouen.

(Communiqué de l'UD CGT dans le journal Paris Normandie)

Les salariés de la raffinerie **Petroplus**, à **Petit-Couronne**, avec leur intersyndicale et le soutien de l'union départementale CGT de Seine-



Maritime, viennent de décider d'inaugurer "à leur manière" l'Armada, jeudi matin.

Après un rassemblement devant leur usine, ils se rendront en cortège sur les lieux de l'Armada, à Rouen. Ils souhaitent ainsi profiter de l'événement pour se faire entendre.

"Cette initiative, disent-ils, fait suite aux dossiers des repreneurs qui n'ont toujours pas abouti et à la déclaration du PDG de Total qui annonce qu'il y a de nouvelles fermetures de raffineries en Europe et en France". Selon l'intersyndicale de Petroplus, "il n'y a pas de surcapacité sur notre territoire.

C'est uniquement pour délocaliser nos raffineries et produire à moindre coût, là où les normes sociales et environnementales ne sont pas respectées, et pour gonfler les profits des majors pétroliers".

L'UD CGT de Seine Maritime appelle ses syndicats à participer à cette initiative.

Rendez-vous le jeudi 6 juin à 9h devant la raffinerie.

Suivi d'un départ en cortège sur le lieu de « l'inauguration » à l'armada.

SAIPOL en grève : Le 29 mai.



L'entrée de l'usine de Grand Couronne était barricadée

Face à un projet de directive européenne visant à réduire le taux d'incorporation du biodiesel dans le gasoil, les salariés de Saipol de Grand Couronne et de Dieppe, mais également au niveau national, étaient en grève de 24h.

Quatre sites pourraient ainsi être fermés.



Le site de Dieppe

Les syndicats ont alerté les ministères de l'Ecologie et du Redressement productif. Pas de réponse pour l'instant

Au cours de l'assemblée générale de Petroplus le 28 mai, Stéphane Gimenez, l'un des délégués (CGT) du personnel de l'entreprise Saipol a pris la parole pour annoncer que tous les sites Sofiproteal (Grand-Couronne et Dieppe en Seine-Maritime) seront en grève 24 heures le 29 mai.



Les salariés ADRM en grève: Le 28 mai.



La CGT avait appelé les salariés de l'ADMR (Aides à Domicile en Milieu Rural) à la grève lors de l'AG de l'association à Montville, afin de rappeler leurs revendications au Directeur et aux personnalités présentes.

A suivre.



Défendre les intérêts des salariés n'est pas un crime !

La CGT convoquée à la gendarmerie :



Le 28 mai. Le secrétaire de l'Union Locale CGT d'Harfleur était convoqué à la gendarmerie du Havre, suite à une distribution de tracts au péage du pont de Normandie le 24 janvier, contre de l'accord ANI, une barrière aurait été endommagée.

Le 5 juin, ce sont les secrétaires des UL du **Havre**, de **Lillebonne** et **Fécamp** qui sont convoquée à leur tour, pour avoir distribué des tracts sur les ponts de Tancarville et de Normandie

Un rassemblement est organisé le mercredi 5 juin devant la gendarmerie du Havre (boulevard de Strasbourg), à 14h.

L'UD appelle ses syndicats à y participer, soutenir nos 4 camarades et dénoncer dans le même temps la criminalisation de l'action syndicale.

Nous exigeons dans le même temps, vis à vis du gouvernement, une loi d'amnistie concernant les militants syndicaux.



SYNDICAT C.G.T. Raffinerie Pétroplus Petit Couronne

Petit Couronne le 30 Mai 2013

LETTRE OUVERTE AUX POLITIQUES LA RAFFINERIE DE PETIT COURONNE PEUT ET DOIT VIVRE

Cette lettre s'adresse à TOUS les responsables politiques français et non seulement aux responsables gouvernementaux actuels ou passés.

Cette lettre n'est signée que du syndicat CGT du site, pas par désaccord mais uniquement parce que le texte n'a pu, pour une question de temps, être validé par les deux autres syndicats.

Notre combat dure depuis plus de 18 mois et tout le monde, en France comme à l'Étranger, a reconnu notre capacité à proposer, argumenter, négocier, rechercher des repreneurs, renverser des montagnes alors que personne ne nous donnait la moindre chance.

Nous avons reçu TOUS les candidats républicains aux élections présidentielles, nous avons fait avec chacun une réunion de travail et, à la demande, la possibilité de parler aux salariés du site lors d'une Assemblée Générale. Nous avons avec chacun d'eux débattus de l'avenir du raffinage et des besoins énergétiques du pays. Ils ont TOUS validé nos chiffres montrant qu'il était **mensonger** de parler de surcapacité de raffinage en France. Alors, pourquoi, si certains restent sur les mêmes positions d'une manière honnête (les différents composants du Front de Gauche, extrême gauche, nombreux écologistes, différents syndicats, une partie de la gauche du PS) entendons-nous d'autres responsables parler à nouveau de surcapacité de raffinage sans que les responsables gouvernementaux ou Secrétaires de Partis ne viennent les contredire. Alors, soit certains ont la mémoire courte, soit le pouvoir déforme les vérités.

Monsieur le Président, je me souviens d'une discussion devant les journalistes quand vous étiez candidat (5/01/2012) où vous disiez clairement « Si je suis élu, la sauvegarde de la raffinerie fera partie de mes priorités » et « Je reviendrai autant de fois qu'il le faudra pour sauver ce site ». Alors, pourquoi ce silence aujourd'hui ?

Nous avons dit dès le début « Posons-nous les bonnes questions ». Depuis 30 ans les raffineries ferment les unes après les autres et nous importons maintenant environ 50% des produits finis.

Alors, OUI, nous devons défendre les raffineries qui restent en France pour assurer au moins notre indépendance énergétique. De plus, la France va très vite être en manque sur les bitumes et va « sur-importer » ce type de produit alors que Petit Couronne fabriquait environ 40% des besoins.

Maintenant, que nous proposez-vous ? Une commission d'étude sur le devenir du site. Cela veut dire, on ferme la raffinerie et l'on regarde ce qui peut être mis à la place. Cela veut dire ne pas répondre au besoin en raffinage et pourquoi ne pas vendre le stockage (un des plus

importants du nord-ouest) à un importateur de produits finis et ainsi condamner les autres raffineries. Cela s'appelle « enfumer » non seulement les salariés mais aussi la population. D'ailleurs, pour ceux qui parlent d'un coût de dépollution du site de 10 à 20 millions en cas de fermeture, je rappelle que le véritable montant est plus proche de 200 millions.

Parlons vérité, si l'on ferme le site, ce ne sont pas que les 550 postes Petroplus qui vont disparaître, mais plusieurs milliers directs ou induits comme les femmes de ménage, les gardiens, les entreprises intervenantes, les magasins et je ne parle pas des impôts locaux. La société LOHEAC (transport d'Hydrocarbures) a déjà annoncé qu'elle serait obligée de supprimer 78 postes à Grand Couronne

Nous parlons de défendre l'avenir de l'Industrie comme dans le cas de l'acier. Des décisions sont à prendre MAINTENANT si l'on veut inverser la tendance et sauver notre industrie. Ce sont des choix POLITIQUES qu'il faut.

Personne ne peut se cacher derrière un « On a fait ce que l'on pouvait ». Les responsables de droite comme de gauche n'ont fait que ce que l'on a pu les amener à faire. C'est la mobilisation des salariés qui a permis de tenir depuis 18 mois.

Alors, que chaque responsable politique ai le courage d'agir pour sauver le site en tant que raffinerie soit de mettre par écrit que les raffineries peuvent continuer à fermer sans que cela ne les gêne. **C'est maintenant que l'on va pouvoir compter nos vrais amis.**

Comment expliquer la situation ubuesque que nous vivons ?

1) Il y a des candidats à la reprise

2) Le Gouvernement dit qu'il fera tout pour les aider, mais :

- Pas d'engagement de la Banque Publique d'Investissement malgré les déclarations
- Pas d'engagement pour aider avec l'APLD pendant la période des travaux (moins de salariés)
- Pas d'avis positif de la Commission Interministérielle
- On maintient les pleins pouvoirs au Tribunal de Commerce
- On bloque les investissements iraniens (embargo) et silence sur la Libye ou le Venezuela

De notre côté, nous continuons de travailler avec les candidats à la reprise. Il y a largement la possibilité de sauver le site mais seulement si TOUT LE MONDE le veut vraiment.

Nous savons qu'en cas de victoire, chacun s'en attribuera les mérites, mais que chacun se rappelle qu'en cas d'échec nous saurons en attribuer les responsabilités.

Nous demandons à TOUS les responsables politiques de se positionner sur notre avenir. Nous organiserons une conférence de presse sur le sujet

Dans notre combat, nous avons organisé un concours de citations et face aux remarques, nous avons voulu toujours être dignes de celle de Mark TWAIN « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors, ils l'ont fait ». Faites que la politique en soit digne aussi

Vous savez comment nous contacter, alors, nous vous attendons

Cordialement

Yvon SCORNET

Chargé de la Communication